



Bonne nouvelle

Les abstentionnistes ont raison

Rémy Chabaud

Remerciements : Manon Annaloro, Stéfen Renaudet,
Jory Trayon, Hamza Ben Hassen, Enzo Guagnano,
Louis Bernhardt, Alexandre Rodriguez.

Bonne nouvelle :
les abstentionnistes ont raison

Rémy Chabaud

Presque partout, et même souvent pour des problèmes purement techniques, l'opération de prendre parti, de prendre position pour ou contre s'est substituée à l'opération de la pensée. Il est douteux que l'on puisse remédier à cette lèpre, qui nous tue, sans commencer par la suppression des partis politiques.

Simone Weil, 1942.

Introduction

Au total, notre prospérité et notre sécurité sont devenues plus incertaines. Il faut bien le dire, nous rentrons dans une nouvelle ère.

Emmanuel Macron, 5 mars 2025.

Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.

Antonio Gramsci, années 30.

La République est en danger. C'est du moins ce qui a été martelé pendant les élections anticipées de 2024. Censées clarifier les rapports de force, elles n'ont fait que révéler une évidence désormais indiscutable : la France est fracturée.

La force d'un régime réside d'abord dans la confiance qu'il inspire. Mais cette confiance a été rongée, peu à peu, par les partis eux-mêmes. À force de se présenter mutuellement comme des menaces existentielles, ils ont discrédité l'ensemble du système. Plus personne ne semble capable de gouverner sereinement ou de réformer dans l'intérêt général.

Quant aux citoyens, c'est la lassitude qui domine. À chaque élection, les mêmes discours ressurgissent, les clivages tiennent plus à la posture qu'au fond, et les querelles saturent l'espace médiatique. Beaucoup finissent par vomir la politique, ne voyant plus que deux issues : se radicaliser, ou subir. La montée des extrêmes et l'abstention chronique en sont les symptômes les plus visibles.

Cet état de fait engendre la cohabitation, le blocage, l'instabilité ; autant de symptômes que la V^e République prétendait avoir surmontés. Aujourd'hui, elle chancelle, incapable de répondre à la crise qu'elle prétendait conjurer.

Du sommet de l'État jusqu'à ses marges, le constat est partagé, il faut un renouveau. Car ce système, tout simplement, ne convient plus à personne.

Toutefois, la fin d'une république n'est pas un événement anodin. Changer de système, c'est changer notre manière de vivre la démocratie. Il est vrai que nos basculements de régimes ont toujours suivi de grands événements, ou plutôt, de grandes tragédies. Mais aujourd'hui, l'inadéquation de la V^e saute aux yeux. Pour la première fois, nous avons l'occasion historique de refonder notre organisation civique, sans subir le fracas des armes.

Ces fractures profondes exposent une France vulnérable, prête à se transformer ou à vaciller selon les forces qui la traversent. Un tel état rend notre pays perméable aux influences extérieures, aux idéologies importées, aux radicalisations fulgurantes, aux manipulations de l'opinion. Il est clair qu'une nation divisée entre des aspirations opposées finit désormais par voir son avenir décidé ailleurs.

Si nous voulons rester maîtres de notre destin, nous devons retrouver l'unité. Et pour cela, il faut rééquilibrer les pouvoirs, repenser le lien entre les citoyens et leur pays, redéfinir ce que la France est pour chacun.

Changer de république n'est pas rassurant, mais c'est souhaitable, nécessaire, et en réalité, logique. Ce n'est pas un échec que de s'adapter à une nouvelle époque. C'est au contraire un principe fondateur, affirmé dans la constitution de 1793, à l'article 28, *« un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa constitution : une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures »*.

Les progrès techniques, sociaux et humains imposent aux sociétés de se réorganiser. Certaines inventions, par leur puissance de transformation, rendent obsolètes les structures anciennes. Or, notre mode de vie n'a plus grand-chose en commun

avec celui de 1958, et les réformes successives n'ont fait qu'éloigner les citoyens de son fonctionnement.

Il nous faut donc penser un nouvel équilibre, à la mesure de notre temps, tout en gardant à l'esprit qu'aucune république ne saurait être définitive. Qu'elle soit la sixième ou la vingtième, une république n'est pas sacrée par son numéro, mais vivante par sa capacité à évoluer. Notre succession de constitutions n'est pas la marque d'une faiblesse, mais celle d'un peuple capable de s'adapter, comme toute chose vivante.

Seulement, comment faire ? Comment redonner du souffle à une société étouffée par les polémiques, par la langue de bois, et qui voit l'autre comme une menace ?

Ce travail répond à ces questions. Mais avant d'y répondre clairement, il est nécessaire de remonter à la source de ces maux. Traiter des symptômes n'a guère d'avenir, il nous faut identifier et éradiquer leur source.

Pour ce faire, nous verrons d'abord pourquoi le système de parti est déficient, avant d'en voir les conséquences sur chaque individu. Alors enfin, nous proposerons une démocratie nouvelle, née de l'expérience et de la Raison.

I) L'aversion entre les partis

1) Les partis comme identités

On est à un moment où l'extrême droite peut arriver au pouvoir dans notre pays, où la porte est ouverte à Marine Le Pen. Alors qu'est-ce qu'il se passe dans ces cas-là ? On doit s'unir, point barre.

François Ruffin, 9 juin 2024.

Face au péril de l'extrême gauche, qui s'en prend aux forces de l'ordre, malmène nos institutions, qui souffle sur les braises d'un nouvel antisémitisme, qui n'a jamais de mots pour condamner le terrorisme islamiste et dont le programme plongerait la France dans l'abîme, j'ai décidé de tendre la main à toutes les forces patriotes et républicaines du pays.

Jordan Bardella, 13 juin 2024.

Chaque parti connaît la nécessité de réunir le plus largement possible pour gouverner. Seulement, un programme précis engage à des comportements précis. Il est beaucoup plus aisé de réunir autour de notions vagues, derrière lesquelles chaque individu peut se sentir rattaché, mais pas engagé.

Ainsi, les partis ne s'organisent que très marginalement autour d'axes de programme. Ils sont un vague conglomerat de personnalités affiliées à ce qui devient moins une volonté politique qu'une identité de marque.

C'est par ce biais que le nouveau front populaire a pu être réuni si vite. Il s'est construit autour de l'idée que ceux qui le composent sont tous de gauche. Il y a pourtant bien peu d'accointance entre le parti socialiste et la France insoumise. Mais

cet ensemble s'est construit et affiché comme *la gauche*, le parti du *peuple de gauche*.

Le Rassemblement National, quant à lui, s'est revendiqué *alternance patriote*, et plusieurs personnalités appellent à *l'union des droites*. Ce qui est intéressant, c'est que les deux tendances ont essentiellement défini leurs communications en antagonisme. Chacun renvoyait la balle de l'extrémisme à l'autre, alors que le parti présidentiel se présentait comme républicain et responsable¹.

La campagne de 2024 fut très brève, c'est ce qui la rend si éclairante : les partis n'ont pas eu le temps de complexifier leur proposition et leur communication, alors ils ont renoncé à leurs artifices habituels, et sont allés à l'essentiel, l'étiquette.

Elle est essentielle, puisqu'elle permet aux candidats de s'intégrer dans une famille politique, et de faire une campagne efficace. En mettant en avant un profil, une sorte de caractère, les partis évitent les débats techniques, et occupent un espace facilement identifiable dans le paysage politique.

Ce qui lie les membres du parti, c'est le positionnement sur la scène médiatique et dans les représentations, pas un programme. Un parti est donc une coalition de parcours individuels autour d'une image de marque, plutôt que le pilier d'un projet porté par une vision commune. C'est ce qui explique la deuxième implosion du parti après la décision du président des Républicains, Éric Ciotti, de s'allier au RN. Cela confortait Ciotti dans son positionnement électoral, mais présentait un trop grand risque pour les représentants les plus au centre. C'est aussi ce qui a amené Manuel Bompard, sur la question du nucléaire, à affirmer que sa position personnelle, ainsi que celle de LFI, n'étaient pas celle du Nouveau Front Populaire. Et que, si le groupe était élu, « *il y aura une loi sur l'énergie nucléaire, et*

¹ « Moi, je propose un plan qui est sérieux et crédible », opposait Gabriel Attal aux représentants du RN et du NFP sur LCI, le 25 juin 2024.

elle sera débattue à l'Assemblée nationale ». C'est cette logique d'appartenance à une image qui permet aussi de comprendre l'alliance d'anciens adversaires, comme Bruno Le Maire² et Emmanuel Macron.

Les grands blocs qui émergent des communications partisans se fondent sur la distinction d'un camp par rapport à l'autre. C'est la différence qui permet de se définir, aussi pour affirmer leurs identités, les blocs partisans ont besoin de s'opposer. Et plus une personnalité s'oppose farouchement et avec brio à ses adversaires, plus elle est affirmée dans son bloc. C'est cette opposition systématique à une menace perçue, ou décrite comme immense, qui empêche tout fonctionnement collégial à l'Assemblée nationale.

Or, cette hostilité intense entre les groupes politiques a des conséquences dans la rue. Les législatives de 2024 ont vu, selon le ministère de l'intérieur, 51 candidats être agressés physiquement. Les candidats sont reconnaissables, c'est du moins leur but, et le système des partis les associe à une étiquette.

C'est davantage au nom de cette étiquette qu'en leur nom propre qu'ils ont subi des violences. Tristement, cet état de fait semble banal. Mais la violence politique, lorsqu'elle s'érige en solution, devient un problème plus grave que ceux qu'elle espère résoudre. Le vote des députés à l'Assemblée nationale est public ; tous les votes de chaque député sont disponibles en ligne, pour toute leur mandature. Ce caractère public fait d'eux des cibles potentielles, puisqu'un écart entre la communication des plus enflammés et le comportement politique des plus modérés déclenche des réactions.

Ce phénomène est commun à toutes les démocraties représentatives. En France, la transparence des votes n'a pas entraîné d'évènement particulièrement spectaculaire ou violent, ni

² « Emmanuel Macron, c'est l'homme sans projet, parce que c'est l'homme sans conviction » avait dit Bruno Le Maire sur Europe 1, le 19 février 2017.

un quelconque climat de terreur. Toutefois, l'intensité croissante de l'angoisse eschatologique³, à ce jour plus forte dans d'autres démocraties, laisse entrevoir ce qui nous attend si la situation politique ne va pas vers l'apaisement.

À Londres, peu après les attentats du 7 octobre à Israël, de grandes manifestations en faveur de la cause Gazaouite ont entraîné l'intensification des violences à l'encontre des législateurs⁴. Peu importe l'opinion que l'on se fait sur les conflits du Moyen-Orient. La violence politique appelle une réponse similaire, et pose le problème de l'escalade. Mais ce qui est à noter ici, c'est que la violence a servi à intimider des parlementaires jusqu'à les faire parler sous couvert d'anonymat. Il est difficile de quantifier le nombre de parlementaires ayant infléchi leur vote pour éviter les violences. Mais nous pouvons être assurés que c'est arrivé. Si les élus ne peuvent travailler les sujets de façon apaisée et libre, ni compromis ni succès ne peuvent émerger.

Certes, l'espace politique britannique n'est pas celui de la France. Mais la différence repose sur l'intensité des actions politiques. Le Royaume-Uni s'organise autour d'un système de démocratie représentative, comme nous le faisons. Le caractère public des votes, l'intensification des aversions, et la nature identitaire des étiquettes politiques, rendent possible l'émergence de pareils événements chez nous. L'étiquette rassure en période électorale, mais elle enferme une fois élu, ou expose aux rancœurs populaires.

Il paraît toutefois souhaitable que les élus rendent des comptes. Dans la mesure où nous votons pour des partis, et donc théoriquement pour des points de programmes ou des positions claires, nous devons pouvoir nous assurer que nous n'avons pas

³ Angoisse relative à la pensée d'une fin du monde prochaine.

⁴ Piper Elisabeth, Macaskill Andrew, « British lawmakers fear for their safety after threats and abuse over Gaza », Reuters, 28 février 2024.

été trompés. Cependant, ce contrôle est-il vraiment à la faveur des citoyens ?

2) Le problème du contrôle des élus

Quand l'élection présidentielle au suffrage universel fut instaurée en 1962, le nombre de parrainage était de 100, une formalité. En 1974, pour éviter la multiplication des candidatures fantaisistes, ce nombre fut porté à 500. La formalité devint alors un stratagème.

Éric Zemmour, 28 novembre 2011.

Cette difficulté [de rassembler les 500 signatures] a été brutalement et volontairement aggravée par M. Hollande et M. Valls qui ont décidé que les parrainages étaient rendus publics à mesure qu'ils arrivaient au Conseil constitutionnel. Ce qui était le moyen, évidemment, d'opérer un frein considérable et un contrôle par des pressions plus ou moins ouvertes, sur les élus.

Jean-Luc Mélenchon, 10 janvier 2022.

Si la V^e République vacille aujourd'hui, c'est qu'elle n'a jamais vraiment su que faire des partis. Mais à vrai dire, aucune république n'a su s'en passer. Même la volonté du général De Gaulle, pourtant déterminé à rompre avec le régime des partis, n'a pas suffi à inventer une solution nouvelle au problème qu'il prétendait résoudre.

L'incarnation d'un territoire par une personne est un héritage direct de l'Ancien Régime. Chaque terre avait son seigneur, censé conseiller son suzerain, dans une logique hiérarchique ascendante. Il nous paraît donc tout à fait naturel que chaque territoire ait un représentant. À l'époque, cette proximité du pouvoir permettait d'espérer sa propre élévation sociale. Le roi, placé au sommet, concentrait autorité, influence et réussite. S'en approcher était déjà un triomphe.

Malgré tous nos discours républicains, cette vision verticale du pouvoir ne nous a jamais quittés. Même les républiques les plus parlementaires, la Troisième et la Quatrième, n'ont fait que supprimer le sommet de la pyramide sans en réviser la structure. Nous observons factuellement les mêmes codes sociaux que l'ancienne cour de Versailles dans chaque parti, et entre les diverses institutions. Le sommet de l'État étant la garantie d'un pouvoir qui tend vers l'absolu, les partis se l'arrachent, et tentent de s'y accrocher jusqu'à dominer l'ensemble.

L'originalité de la Cinquième fut de croire rétablir l'ordre en restaurant un sommet incarné. Faute de roi, on y plaça un monarque républicain, désormais légitimé par le suffrage universel direct. Ce levier, essentiel, permet de court-circuiter les partis si un homme dit providentiel parvient à s'extraire de la mêlée. C'est du moins la théorie.

Mais loin de les affaiblir, cette réforme a renforcé les partis. En hissant le président au-dessus de tous les autres élus, elle a structuré une hiérarchie interne aux partis. Il y a ceux que l'on peut imaginer président un jour, et les autres. Les partis fonctionnent ainsi comme des féodalités modernes, où l'essentiel du pouvoir appartient à quelques cadres supérieurs, qui le partagent rarement.

Ce fonctionnement pyramidal est rigide, puisque pour peser politiquement, il faut avoir vécu des événements majeurs, disposer d'une fortune considérable, ou consacrer sa vie à gravir les échelons du parti, pour installer sa prééminence. Surtout, il faut être en mesure de présenter sa candidature aux présidentielles.

Afin d'être candidat aux élections présidentielles, il est nécessaire de réunir 500 signatures d'élus à travers le territoire, dont moins d'un dixième proviennent du même département. En d'autres termes, il faut jouir d'une importante renommée, et de préférence, du soutien d'un parti établi. Le but de cette condition de candidature est de limiter celles de personnalités dont on juge

la victoire impossible a priori, puisqu'elles ne seraient ni connues ni encartées.

Pour gouverner, le président a besoin d'une majorité à l'assemblée nationale, donc d'un parti. Fondamentalement, un parti est une association politique d'individus qui se réunissent afin de faire triompher leurs idées et/ou leur chef en politique. Leur activité leur permet de tisser des réseaux d'amitiés dans tous les secteurs. Dans la V^e, leur seul but est de conquérir des positions de pouvoir afin d'acquérir des subventions d'État, ou de la crédibilité pour se rapprocher du pouvoir. Toutefois, bien qu'un parti puisse initialement être sincère, sa montée en puissance attire nécessairement en son sein des personnalités guidées par l'ambition personnelle.

Un candidat à la présidence doit fonder un parti pour conquérir des mandats locaux, pour ensuite réunir les forces nécessaires aux campagnes législatives. Fort des 500 signatures ainsi acquises, il peut se présenter aux élections présidentielles et espérer gagner. Je schématise ici, mais les trois niveaux d'élections sont traditionnellement liés, puisqu'ils sont interdépendants. Un élu local peut candidater sans l'aide d'un parti, mais les partis ont des moyens importants et une approche professionnelle de la campagne politique. Le candidat à la mairie se targue d'une étiquette si elle est reconnaissable nationalement, et le chef du parti, généralement futur candidat à la présidence, attend signatures et obéissance de ceux qui lui sont inféodés. Les députés, moins proches des citoyens, sont presque exclusivement choisis en fonction de leurs étiquettes, si ce n'est peut-être quelques célèbres personnalités, Jean Lassale en tête. Puis, lorsque le chef du parti devient président, il agit dans les bornes de son programme, puisqu'il peut être paralysé par ses propres députés.

C'est selon ces principes d'interdépendances que les partis justifient leur suprématie sur la vie politique française ; sans eux, les citoyens ne pourraient savoir pour quoi ils votent vraiment. Toutefois, il est commun que les présidents déçoivent et

que les revirements émergent, sans que les députés ne s'éloignent de leur chef. Le caractère public de leurs comportements, et leur dépendance au parti, sont le mode de contrôle des élus en vigueur.

Tout l'équilibre repose sur la fidélité des élus et candidats au chef de leur parti. Si les députés, plus que les autres, se rebellent, le parti est paralysé. Mais dans la mesure où l'obéissance des élus est essentielle à l'entreprise des partis, leur autonomie est réduite à néant. Tous leurs votes sont connus, leurs campagnes reposent en grande partie sur l'investiture des partis, et la désobéissance se paie cher. Peu sont réélus après avoir trahi, et les partis rivaux ne recrutent pas les perdants. C'est ainsi qu'après avoir été remarqué par tous pour son araignée, Cédric Villani est passé d'En Marche à la Nupes en 2022, législatives auxquelles il perd face à son ancien parti, de 19 voix. En 2024, Villani signe une tribune contre la prise de pouvoir de l'extrême droite, mais n'est pas candidat.

Au cœur d'une campagne se situe le financement. L'investiture est un financement de campagne provenant du parti, dont la tête alloue ses moyens selon ses meilleures chances de victoire. Cependant, accepter une investiture est accepter d'avoir une dette morale. Les financements de campagne sont encadrés, mais l'argent tient une place de premier ordre. Un candidat qui n'est pas soutenu financièrement n'a guère de chances contre un candidat aisé, d'autant que toute dépense avancée avant la période électorale n'entre pas dans les frais de campagne.

Le financement des campagnes pose des problématiques de premier ordre. Pour dominer la vie politique, un parti a besoin d'argent. Mais la désillusion des dernières décennies a rendu rares les adhésions aux partis politiques.

Certains partis s'endettent auprès de banques lorsqu'ils sont des paris sûrs, s'endettent auprès de particuliers, ou d'entreprises.

De nos jours, des entreprises sont plus riches que certains États, et les géants de la technologie ont accès aux données de navigation de virtuellement tous les citoyens. Ils sont capables d'orienter les informations accessibles aux citoyens, et leurs immenses fortunes laissent percevoir à quel point leur pouvoir est grand s'ils veulent influencer un État.

Les chiffres d'affaires de Google et d'Amazon sont respectivement de 238 et 575 milliards de dollars. Nous avons 577 députés dont les votes sont publics et dont le besoin le plus récurrent est financier.

Toutes les entreprises pratiquent du lobbying⁵ et envoient des représentants côtoyer des élus. De la même façon qu'un influenceur reçoit des produits sur les réseaux sociaux, un élu peut s'attirer les faveurs occultes d'un géant industriel, sans même directement toucher d'argent.

Lorsqu'une entreprise décide de faire du lobbying officiel, elle dépose une fiche auprès de l'État. Du propre aveu de ce dernier, les fiches ne rendent compte que des manœuvres publiques officielles, c'est-à-dire assumées. Le 3 avril 2025, une analyse de la haute autorité pour la transparence de la vie publique⁶ révèle que les dépenses de lobbying des GAFAM n'ont cessé d'augmenter entre 2020 et 2023, tout comme le nombre de fiches déposées. Celles-ci montrent une volonté d'influer sur les processus législatifs, mais aussi sur les pratiques culturelles des Français. L'objectif poursuivi par les GAFAM a principalement consisté à défendre l'harmonisation des règles à l'échelle européenne en plaidant pour que la loi française n'introduise pas de

⁵ Le lobbying n'est pas nécessairement corrupteur. Le but de la pratique est d'exercer une influence sur l'opinion dans un but précis. L'on pourrait arguer que je pratique ici un lobbying, ou que je forme un lobby, pour des réformes institutionnelles.

⁶ Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), *La représentation des intérêts des GAFAM depuis 2020*, 18 mars 2024 (consulté le 10 juillet 2025).

contraintes supplémentaires qui pèseraient sur les entreprises. L'ARCOM, l'Autorité de la Concurrence ou encore l'ARCEP ont été visées directement par plusieurs actions de représentation d'intérêts de Google, Microsoft, Amazon et Facebook. En 2022, Google déclare « présenter ses propositions pour garantir le bon déroulement du processus démocratique et informer sur la tenue du vote » dans le cadre de l'élection présidentielle. Microsoft évoque quant à elle une opération de « sensibilisation aux enjeux éthiques de la reconnaissance faciale » ou encore une action de pédagogie pour « démontrer les effets positifs de l'intelligence artificielle » pour les industries culturelles.

Au-delà des billets dans la poche, l'adoption d'une posture favorable aux GAFAM permet d'attirer le soutien de puissances financières colossales tant pour sa campagne, que pour se faire une place au sein des institutions. Dans le cas inverse, s'attirer l'ire des GAFAM pourrait se révéler dévastateur pour un candidat. Alors, la transparence devient un outil pour exercer des pressions sur les élus. Or, toutes les entreprises d'envergure pratiquent le lobbying.

C'est une problématique structurelle, issue de notre mode d'organisation, qui institutionnalise une pente glissante vers la corruption. Derrière la façade du pluralisme et de la transparence, les rouages de la représentation s'articulent autour de sources d'influence parfois imperceptibles pour le citoyen.

Mais le pouvoir de l'argent est plus pernicieux encore que je ne l'aie décrit jusqu'ici. Pour se rendre reconnaissable, et surtout, pour montrer l'identité à laquelle on souhaite se rattacher, il faut être vu ou entendu. Les tracts passent vite à la poubelle et les vidéos politiques circulent peu en dehors des cercles militants. On objectera que certains candidats parviennent à dépasser leurs cercles grâce à des contenus légers, des vidéos personnelles ou des tendances empruntées aux réseaux sociaux. Mais ces productions ne sont pas de la politique : elles relèvent de la publicité. Elles font circuler une image, non une idée. Elles

attirent des regards, mais n'élèvent pas des consciences. En confondant la popularité avec le débat, elles participent à la dépolitisation générale.

Mais la télévision et les journaux, eux, ont le pouvoir de rendre identifiable quelqu'un, un fait, un évènement, un récit.

3) Le rôle des médias

Les médias, c'est le deuxième secteur économique le plus rentable aujourd'hui dans le monde, après le luxe. [...] Notre intérêt n'est pas politique et n'est pas idéologique : c'est un intérêt purement économique.

Vincent Bolloré, 19 janvier 2022.

D'une certaine manière, la hiérarchisation de l'information, c'est notre liberté éditoriale. C'est nous, effectivement, qui décidons en tant que journalistes d'expérience, de mettre en avant tel sujet, et de mettre en deuxième tel autre, en troisième un tel, etc.

Thomas Bauder⁷, 29 février 2024.

Les médias sont des entreprises. Elles sont constituées dans le but de trouver puis de vendre de l'information, que ce soit à travers un abonnement, les revenus de la publicité ou les subventions d'État. Leur modèle économique repose sur leur capacité à transmettre l'information dans un format qui incite le spectateur à s'y intéresser et à revenir. L'attractivité est donc le cœur de ce commerce hautement compétitif.

Les réseaux sociaux ont dans un premier temps semblé affaiblir les médias traditionnels, mais ces derniers ont commencé à investir ces mêmes réseaux et à adopter leurs modes de fonctionnement. Pour attirer, les réseaux sociaux ont besoin de l'engagement de leurs utilisateurs ; ces derniers doivent publier, commenter, répondre, partager. Plus les individus participent, plus ils génèrent ce que l'on appelle l'engagement.

L'engagement donne de l'ampleur à une publication, ce qui permet à l'algorithme du réseau de considérer cette

⁷ Directeur de l'information Cnews.

publication intéressante, et alors de la suggérer à d'autres utilisateurs. De fil en aiguille, le contenu de cette publication est exposé à de plus en plus de personnes, jusqu'à ce qu'elle soit dite tendance. Elle est alors reprise et commentée par divers producteurs de contenus.

C'est par exemple ce qui est arrivé lors de la controverse qui a entouré la représentation de la cène aux J.O. de Paris 2024. Peu importe l'intention derrière celle-ci, la polémique a enflé sur les réseaux à vive allure, tout d'abord sur X. Rapidement, deux camps se sont formés, les outrés et les défenseurs. Le sujet faisant assez de remous, manifestement clivant par essence, les journaux s'en sont emparés. Dans ce genre de situation, un sujet qui déchaîne les passions se voit suggéré aux utilisateurs pour encore attirer de l'engagement. La critique⁸ de la cérémonie, davantage qu'elle-même, est devenue tendance.

Deux types de personnalités publient sur les réseaux sociaux, ceux qui veulent de l'attention, souvent dans un but commercial, et ceux qui veulent de l'influence. Les sujets tendance envoient un signal aux utilisateurs, puisqu'ils indiquent à quoi le public s'intéresse. Alors, toutes les personnalités en quête de visibilité interviennent sur le sujet dans l'optique d'être vues, peut-être plus qu'à l'accoutumée.

Le frère Paul Adrien, catholique dont on peut imaginer qu'il ne cherche pas la célébrité, s'est indigné de la représentation du Christ aux J.O., sur Instagram. Son profil, habituellement fréquenté à hauteur de 1000 à 2000 j'aime, s'est vu mis en avant jusqu'à atteindre près de 35000 j'aime. Il se montre par ailleurs menaçant dans cette vidéo, ce qui représente le cœur de la problématique. Le radical fascine : il suscite l'engagement, et devient donc rentable, quelles que soient les conséquences sur les spectateurs. La visibilité nouvelle offerte par le succès de cette publication en a amené une seconde. Dans cette dernière, le frère

⁸ Critique en tant que juger à sa juste valeur, en bien comme en mal.

Paul Adrien invite son public à s'intégrer dans un mouvement de lutte politique. Sa vidéo suivante reprit les chiffres habituels. C'est un exemple microscopique, mais tout notre univers médiatique fonctionne sur ce modèle.

Le fonds de commerce des médias, c'est la dispute. Celui des politiques, c'est de se positionner par rapport à cette dispute. Les deux mondes fonctionnent en symbiose, ce qui explique pourquoi les médias sont aujourd'hui soumis à une régulation croissante, censée garantir un équilibre des temps de parole entre partis. Mais ces règles deviennent de plus en plus difficiles à appliquer, à mesure que les partis se multiplient et que les élus, souvent candidats, s'expriment légitimement toute l'année. S'ajoute à cela la question des partis mineurs, comme le NPA, qui a rassemblé 0,8 % des voix en 2022, et dont la faible audience interroge. À partir de quel seuil une parole mérite-t-elle sa place à l'antenne ? Si les voix conditionnent l'accès aux micros, alors les partis dominants sont assurés de le rester.

Les controverses qui ont le plus d'impact politique émergent généralement chez les médias traditionnels, dont les réseaux d'agents sont matériellement plus importants. Pour couvrir un sujet, il faut choisir un angle, soit une manière d'aborder le sujet. Cet angle, tout comme le fait même d'aborder le sujet, suit un calcul économique. Le premier sur un sujet sera le premier à attirer, quitte à monter en épingle des histoires de peu d'intérêt, comme une énième fausse identification de Xavier Dupond de Ligonès.

Pour la presse traditionnelle, le choix d'un sujet est purement économique ou politique. Un article de presse sur l'insécurité qui règne à Calais, dans les camps de migrants, ou sur l'augmentation du taux de criminalité dans les quartiers d'immigration sera perçu comme politique. Il l'est par la volonté d'aborder le sujet.

Chaque média, lorsqu'il choisit un sujet parmi d'autres, calcule l'audience qu'il peut réunir. Le biais de négativité, qui

rend le négatif fascinant, pousse les médias à se tourner dans cette direction. Et lorsqu'un sujet est mis en avant, il l'est comme s'il était d'une importance singulière, d'une urgence immédiate.

Un tel sujet amène controverse, ce qui lui crée une publicité supplémentaire, et il est de coutume, sur les sujets d'immigration, d'interroger le RN ou désormais Reconquête, avant de renvoyer la balle à gauche. Puis, lorsque l'attention s'en détourne, il semble disparaître. C'est par exemple le cas de l'effondrement de l'État de Haïti, presque absent des médias en 2025, puisqu'il n'est pas assez controversé pour provoquer de grands débats. Or, les tendances peuvent être provoquées à dessein.

C'est ce qui a été reproché à Vincent Bolloré, industriel, propriétaire du groupe Vivendi auquel Canal est rattaché, lors des enquêtes parlementaires de 2024. Ses chaînes ne véhiculeraient que des opinions dites d'extrême droite, ce qui serait une volonté de sa part. Cependant, sa défense repose sur son attrait bien plus financier. Toutefois, l'influence que revêt le choix des sujets et leurs angles d'approche trahissent une volonté politique. Ce n'est pas un hasard si les chaînes de télévision et les journaux appartiennent presque tous à des milliardaires.

Les médias véhiculent une façon d'interpréter le monde et des événements, ce qui a des conséquences concrètes dans les urnes. C'est donc un moyen très efficace d'exercer de l'influence politique pour les fortunés. Rodolphe Saadé, patron de CMA CGM, géant industriel de notre pays, a racheté BFM TV le 15 mars 2024. Il y aurait de quoi s'étonner que Saadé s'intéresse brusquement à l'information, si le titre d'un article du *Monde* n'avait rendu la chose plus évidente :

Rodolphe Saadé, patron de CMA CGM,
« Si l'Europe régulait moins et soutenait

davantage l'innovation, cela changerait bien des choses⁹ ».

Les partis occupent des espaces médiatiques, liés à leurs sujets de prédilection. Leurs positions sont bien identifiées. Les propriétaires de médias, eux, disposent d'un pouvoir de fait. Celui d'attirer la bienveillance d'un parti, ou lui nuire, s'il trahit ses attentes. Le rapport de force entre les propriétaires de médias et les partis est difficile, puisque les partis ont besoin des médias pour se faire entendre, pour se départager, bref, pour exister. Les médias, quant à eux, ont besoin d'intervenants. Est-ce le parti qui contrôle le média, ou le média qui contrôle le parti ? Cela dépend des forces en présence.

Les puissances de l'argent règnent sur l'information. Leur suprématie n'est contestée que par des médias isolés sur internet, souvent à la marge, mais aux ambitions politiques similaires.

Notre système de parti, qui cherche l'absolue domination d'un groupe sur les autres, amène au pouvoir des blocs informes et sans réelle pluralité idéologique. Ce ne sont que des écuries à hommes de paille, chargés de s'inscrire dans l'espace médiatique du clan.

Or, non seulement ils peuvent être corrompus, mais leur suprématie sur notre vie politique fait d'eux des pions pour toutes les sources d'influence du monde. Le modèle économique sur lequel reposent nos médias, conjugué avec la suprématie des partis, donne une omniprésence des sujets controversés et une emphase sur des sujets spécifiques, pour attirer des invités de marque, ou leur permettre de s'exprimer.

⁹ Jean-Michel Bezat, Aude Dassonville et Sophie Fay, « Rodolphe Saadé, patron de CMA CGM : Si l'Europe régulait moins et soutenait davantage l'innovation, cela changerait bien des choses », Le Monde, 6 mai 2024.

Ainsi dans notre pays, les médias sont du divertissement au sens strict du terme, soit divertir, détourner à son profit. Or, tant que les logiques de marché et de polarisation seront perçues non comme des effets collatéraux, mais comme les piliers indissociables du débat public, la citoyenneté demeurera captive d'un spectacle où l'intérêt général n'est qu'un rôle secondaire.

II) Le sentiment d'impuissance citoyenne

1) Les conséquences de l'autorité politique des partis

Le peuple, dans la démocratie, est, à certains égards, le monarque ; à certains autres, il est le sujet. Il ne peut être monarque que par ses suffrages qui sont ses volontés. La volonté du souverain est le souverain lui-même.

Montesquieu, 1748.

Dans un pays, le pouvoir n'a de stabilité que s'il repose sur une solide légitimité. Or, la légitimité a deux faces. La première est légale, la seconde, morale. Ce qui est légitime est juste, et donc, s'y opposer est injuste. Dans la relation d'un peuple avec son gouvernement, le juste est la condition du consentement populaire.

La justice est donc l'émotion, l'intuition morale qui lie les hommes à leurs gouvernements. Toutefois, les émotions ne peuvent être régulées par la loi, aussi peut-il exister un décalage entre ce qui est légal et ce qui est légitime.

Selon le vœu de 1789, notre démocratie fonde la légitimité de ses représentants sur l'élection. Aujourd'hui, le suffrage est universel et direct pour les plus importantes positions, la présidence en tête. Or, l'abstention progresse, de même que le mécontentement qui s'est manifesté par de nombreuses manifestations, comme lors du mouvement des gilets jaunes.

La contestation repose sur l'idée que les élus sont en décalage, voire en rupture avec la volonté des citoyens. Un phénomène qui s'explique par la présence de paradoxes dans nos élections.

Au second tour des présidentielles de 2022, Emmanuel Macron a réuni 18 768 639 voix, soit 58,55% des voix exprimées, ce qui, ramené au nombre d'inscrits, représente en réalité 38,5% des électeurs français. Un résultat obtenu à une élection tournée vers le barrage républicain, et pas par adhésion.

Notre mode de scrutin amène donc au pouvoir des personnalités choisies par une minorité numérique, et c'est cela qui engendre un sentiment de faible légitimité. Si mal élu, Emmanuel Macron ne jouit d'aucune popularité, et ce, depuis son premier mandat. Son élection est parfaitement légale, mais elle soulève des questions sur notre façon de choisir nos dirigeants.

Toutefois, l'abstention est balayée d'un revers de la main par les partis, parce qu'en ne s'exprimant pas, les abstentionnistes renoncent à représenter quoi que ce soit sur le plan politique. « *Ils n'ont qu'à voter* », ai-je souvent entendu à ce propos. Les quelques tentatives d'explication du phénomène se concentrent autour d'une perte de confiance envers les élus, de l'absence de poids du vote blanc et d'une vague indifférence présumée des concernés. Cette analyse est trop simpliste.

Chaque élection appelle les citoyens aux urnes. Dans les bureaux de vote sont présentés les candidats ayant été en mesure de faire campagne, ce qui induit un coût, auquel subvient généralement l'investiture du parti, et les deniers du candidat.

À l'élection présidentielle, seuls les candidats ayant reçu les cinq cents signatures sont présentés aux électeurs. Les citoyens ne viennent donc pas voter pour qui ils souhaitent, mais pour choisir entre ceux qui sont présents. En d'autres termes, l'offre conditionne la demande.

Un citoyen insatisfait par l'offre n'a aucune raison de voter. Les plus militants votent blanc, en guise de symbole. Les abstentionnistes sont souvent méprisés, mais ne pas voter est aussi un acte citoyen. C'est une forme de boycott. Si l'on cumule votes blancs et abstention, c'est plus de 33% du corps électoral

qui ne choisit pas, ou plutôt, ne trouve aucun parti pour le représenter.

Certes, il existe toujours des individus complètement indifférents. Il semble pourtant que 33%, soit, un peu plus de 17 millions d'électeurs aux législatives de 2024, soit un nombre trop important pour se contenter d'affirmer les abstentionnistes irresponsables.

Près d'une personne sur trois n'a pas voté, malgré une campagne intense où la survie de la République était prétendument en jeu. Pour autant, même si 99% de la population s'abstenait, le pourcent restant pourrait élire un président qui règnerait légalement sur nous tous. Ce n'est pas un désintérêt pour notre avenir commun qui doit y être perçu, mais un mépris pour l'offre politique

De plus, les partis s'articulent autour de positions qu'ils occupent pour s'engager dans des jeux d'influence et préparer les élections suivantes. Les partis qui se présentent aux élections présidentielles et qui prétendent à la majorité absolue aux législatives, sont ceux qui détiennent des positions anciennes à diverses échelles, ou des moyens importants.

Les personnalités politiques qui atteignent ces positions et qui adhèrent à un parti sont, dans leur majorité, issus de familles où une personnalité politique était déjà en place, ou déjà incluse dans un réseau d'amitié. Les exemples les plus éloquents sont ceux de Martine Vassal, dont le père fut proche de Jean-Claude Gaudin, et Sophie Joissains, fille de Maryse dont elle a hérité du mandat, comme d'un titre seigneurial.

Les personnalités sans héritage, comme Jean-Luc Mélenchon, ont, quant à elles, investi une vie entière à se mêler de politique pour se hisser à une stature présidentiable. Il faut un appareil établi pour se faire une place durable et vivre de la politique.

Pour ces personnalités bien placées, pour qui les campagnes sont une tradition ancienne, l'abstentionnisme n'est pas un problème, mais une sécurité. Les actuels électeurs sont prévisibles, alors il faut leur répondre plutôt que chercher à conquérir ceux qui ne votent pas.

Aussi y a-t-il mécaniquement un décalage entre des personnalités dont l'existence politique, et parfois économique, dépend d'un état de fait ancien, et une population manifestement en quête de renouveau politique.

De ce fait, les décisions politiques des élus apparaissent injustes à une part croissante de la population, dont la rancœur se fait bruyante et dangereuse.

2) Les répercussions des narrations sur l'individu

L'âme de l'Homme est façonnée par les mots, et le pouvoir du discours façonne notre pensée autant que nos actions.

Quintilien, 96.

De retour chez moi après une trop longue journée, j'ai porté la main à la poche pour prendre ma clé et ouvrir la porte. Seulement, impossible de la trouver.

Mon rythme cardiaque s'est accéléré et mon esprit a mobilisé ma mémoire pour remonter la piste. Sans succès, un peu de colère s'est ajoutée à la peur quand nul n'a répondu à mes appels, entraînant un tapotement énergique du pied sur le sol, puis les cents pas. Dans la marche, je continuais à essayer de comprendre. Si je l'avais égarée, j'étais stupide. Si on me l'avait volée, j'étais en danger. Après une ultime vérification, j'ai trouvé la clé dans ma veste. Sa découverte me donna un subtil mélange de honte et de joie.

Les comportements humains sont issus de l'interaction entre une narration et des sentiments. La narration est une manière de présenter un point de vue, sous la forme d'un récit. Elle est donc essentiellement fondée sur l'interprétation d'un individu.

Pour évoluer dans le monde et survivre, les individus associent diverses interprétations pour évaluer le comportement qu'ils doivent adopter. La nuit permet de se cacher, la nuit est donc dangereuse. La nuit, je dois être prudent. La narration issue de nos interprétations induit des émotions correspondantes. Celui qui traverse une forêt la nuit prend peur lorsqu'il entend du bruit derrière lui. Une femme seule prend peur lorsqu'un homme lui emboîte le pas dans une rue déserte, la nuit. La peur est un

sentiment puissant dans la mesure où elle réveille un instinct de survie qu'il est difficile d'ignorer.

Par ailleurs, la narration est très personnelle, puisqu'elle évalue également les forces de l'individu contre les défis qu'il perçoit. Aussi se fonde-t-elle sur l'interprétation de l'individu sur les expériences et performances qu'il a connues.

C'est pour cette raison que nous ne nous dissociions jamais tout à fait de nous dans le passé, dans le bon comme dans le mauvais. L'appréciation que nous avons de nous-mêmes est ce qui nous permet de calculer les risques que nous encourrons, de savoir ce qu'il convient de faire ou non, souvent en fonction des émotions ressenties lors d'épreuves passées.

La narration est une boussole qui rend cohérente la permanence de notre raison sur le temps long, et la succession des décisions prises, ou à prendre. Les opinions, quant à elles, sont issues de la narration. Elles sont le résultat jugé applicable à une situation précise, extraite d'une narration générale.

C'est ainsi que celui qui a été publiquement humilié pour avoir pris la parole hésitera à s'exprimer à nouveau, même des années plus tard, face à un auditoire bienveillant. Ce n'est pas tant la raison qui freine le geste, que la narration interne, forgée par le souvenir d'un échec.

De la même manière, celui qui a triomphé d'une épreuve difficile en affrontant l'inconnu verra dans le risque une opportunité, non un danger. Ce que nous appelons prudence ou témérité ne sont, bien souvent, que des opinions héritées d'une narration intime.

L'interaction entre la narration et le corps est étonnante, puisque la crainte d'un danger, une pensée, suffit à faire battre le cœur. Un nouvel handicap, ou la maladie, altèrent la narration. La narration interne à un individu, celle dans laquelle il s'inscrit, a un impact direct sur son corps et son comportement.

La narration s'appuie généralement sur l'interprétation d'un fait, mais les comportements qu'elle induit n'ont pas besoin de démonstrations solides. Au Royaume-Uni, les importantes vagues migratoires ont amené les musulmans à se multiplier sur les îles britanniques¹⁰. Ce fait a amené l'érection de mosquées et l'indignation d'une partie de la population, prompte à y voir une menace pour son mode de vie. De plus, les vagues migratoires sont accusées d'être l'origine de l'augmentation du taux de criminalité dans les rues. La droite hostile à l'immigration s'est organisée et a produit une narration, proche de celle de la théorie du grand remplacement¹¹.

Le 29 juillet 2024, un individu armé d'un couteau a attaqué une école de danse à Southport. Il a fait une dizaine de blessés et tué trois fillettes. L'évènement a provoqué l'indignation des Britanniques et embrasé les réseaux sociaux. Au Royaume-Uni, la loi veut qu'un mineur ne voit pas son nom communiqué aux médias, aussi l'identité du tueur est-elle restée sujet à spéculation pendant plusieurs jours. Ce silence est devenu l'indice qu'une communauté particulière était responsable, et que les médias, comme la police, se liguèrent pour protéger ladite communauté.

En conséquence, une importante foule de britanniques a pris d'assaut la mosquée locale pour punir la communauté à laquelle appartenait présumément le coupable. Afin de calmer la foule, les autorités ont révélé l'identité du responsable. Axel

¹⁰ Une augmentation de 43% entre 2011 et 2021. Anonyme, « 2021 Census: As UK Population Grows, So Do British Muslim Communities », Muslim Council of Britain, 29 novembre 2022.

¹¹ Leloup Damien, « Emeutes au Royaume-Uni : sur les réseaux sociaux, l'extrême droite attise la haine », Le Monde, 7 août 2024.

Rudakubana, né à Cardiff et fils d'immigrés Rwandais, qui aurait été actif au sein d'une église locale¹².

Cette information n'a pas arrêté le mouvement de contestation et les affrontements avec la police. Les manifestants ont été désignés comme des ressortissants de l'extrême droite, et cette narration, propagée par les médias traditionnels, a amené une autre partie du public britannique à manifester en contradiction. De plus, des manifestations de musulmans criant « Allah Akbar » se sont fait entendre en réponse aux menaces qui planaient sur les mosquées¹³.

Depuis, les premiers pointent du doigt une différence de traitement par la police, entre eux et la gauche ou les musulmans, ce qui alimente encore davantage l'indignation. Phénomène que l'on observe à une échelle microscopique dans les commentaires des couvertures médiatiques sur des crimes où le nom est changé. L'on y retrouve systématiquement un soupçon banal, sous la forme de « encore un norvégien ! ».

Les idéologues écrivent, parlent, publient ou lancent des rumeurs dans le but d'exporter leur narration dans l'esprit d'autres individus. En transmettant leurs interprétations, ils espèrent faire entrer autrui dans leur point de vue, et l'amener à agir.

Le spectre politique de tout l'Occident se divise en partis qui occupent chacun une position dans ce spectre. Droite, gauche, extrêmes droite, extrême gauche, centre, centre droit, centre gauche, chacun se voit attribué une étiquette.

Mais la perte de confiance envers le personnel politique, amplifiée par les réseaux sociaux, a donné une tribune aux

¹² Thornton Lucy, Bone Hollie, Lynch Benjamin, « Inside the religious family of Southport suspect Axel Rudakubana accused of killing young girls », *The Mirror*, 2 août 2024.

¹³ Gutteridge Nick, Evans Martin, Johnston Neil, « Far-Right and Muslims clash in fresh riots », *The Telegraph*, 4 août 2024.

individus les plus radicaux, qui se disent plus sincères, et au-delà des étiquettes. Leurs propos extrêmes, parfois même violents, voire paranoïaques, trouvent une résonance en un public indigné et désabusé. Ainsi, les radicaux s'affrontent systématiquement à chaque débat, ce qui leur donne une visibilité démesurée via les algorithmes. Phénomène qui encourage la polarisation, la défiance, et la recherche de la polémique.

Cette visibilité permet ensuite aux partis d'effectuer une récupération et de se positionner, ce qui renforce la sensation de clivage net. Il n'y a plus guère de désaccord de chiffres ou d'alliance. La séparation est stricte, profonde et identitaire.

Les partis ayant besoin de rassembler largement restent vagues sur leurs mesures, si ce n'est symboliques, et ne font plus guère leur promotion. Dans la mesure où une appartenance politique est une identité, nul besoin de convaincre, il suffit d'être. Aussi, les campagnes politiques font appel au plus puissant ressort qu'elles connaissent, la peur.

Le risque de l'extrême droite serait celui du fascisme au pouvoir, ce qui a réuni la gauche et le centre plusieurs fois. Le changement climatique est devenu l'urgence climatique. Le pouvoir des extrêmes serait la fin des valeurs de la République et un effondrement de l'économie. L'extrême gauche, ce serait « l'URSS et la Charia¹⁴ ». L'adversaire est désigné comme un ennemi dont la victoire serait fatale.

Le fait de ne pas voter pour quelque chose, mais contre, affaiblit largement la légitimité morale des élus. Mais cela contribue également à l'intensification de la radicalisation politique.

La défiance envers les médias traditionnels amène les individus politisés à chercher d'autres sources d'informations, sur des plateformes comme YouTube, X ou TikTok. L'algorithme recommande aux curieux des contenus ayant une certaine

¹⁴ Éric Zemmour sur Europe 1, 17 juin 2024.

popularité, ou au moins une pertinence selon leurs historiques. Il classifie ensuite l'utilisateur dans un spectre politique afin de proposer une offre en mesure de le faire revenir. Se créent alors des communautés d'entre-soi sans opposition d'idées, où des cultures parallèles se construisent sur des narrations opposées et antagonistes.

Dès lors, le compromis s'efface pour ne plus laisser place qu'à l'ambition de domination politique. Alors, les faits n'ont plus guère d'importance, puisqu'il ne reste que la lutte pour sa communauté tribale, nécessairement exclusive et pour laquelle tout est permis.

3) Solitude et radicalisation

*Je suis un caméléon, je m'adapte à tous les fronts.
Je n'ai pas beaucoup d'amis, j'ai peur d'être qui je suis.*

DO not DO, 19 avril 2024.

Notre imagination est limitée par ce que nous connaissons. Il est par exemple impossible de dessiner une créature sans trait terrien, ou d'imaginer une couleur que l'on n'a jamais vue¹⁵.

De la même façon, le spectre des interprétations qui nous sont accessibles est limité par notre culture et nos connaissances. Ainsi, les limites qui s'imposent à nos interprétations s'imposent à notre narration, et donc, à nos comportements.

Chaque fait, narration, ou récit, enrichit nos connaissances concrètes ou abstraites, et permet un comportement plus mesuré et plus nuancé. Les opinions sont alors des manifestations de la narration interne sur divers sujets, auxquels elle est applicable. Or, plus les connaissances sont importantes, plus les possibilités sont nombreuses. En d'autres termes, le savoir rend libre, puisque savoir, c'est pouvoir.

Dans la mesure où les informations sont cloisonnées, et où croiser les sources se fait rare, les possibilités politiques sont limitées. Nous avons vu qu'une partie de la population se tourne vers une forme de radicalité politique et d'identification à un groupe. Pour autant, il existe une alternative qui prend de la place, c'est le rejet en bloc. Si l'individu n'adhère pas, ou ne se sent représenté par aucune narration partisane, il fuit à juste titre

¹⁵ C'est l'une des plus notables remarques de David Hume dans son *Enquête sur l'entendement humain*.

les sources d'informations pour leur caractère anxiogène. Il est alors, de fait, hors-jeu.

La narration interne sert à orienter l'individu. Mais pour faire corps avec un groupe social, il faut que les membres partagent une narration externe. C'est pourquoi il y a quelque chose d'identitaire dans les adhésions politiques ou religieuses ; adhérer, c'est faire partie d'une communauté. Faire partie d'une communauté, c'est accéder à un réseau d'amitiés, mais aussi, *être*.

Un individu sans adhésion réelle est confronté à un problème d'auto définition. La suprématie des partis sur notre vie politique a laissé émerger une pensée archétypale, où l'on est tenté de coller une étiquette politique à son prochain en fonction de détails.

La droite se figure le gauchiste avec une boucle d'oreille, des Dr. Martens et un Mac, ou le « bobo » avec un composte. Dès lors, quiconque dispose d'un composte devient suspect.

Un individu qui voudrait vivre en paix, ce que j'appelle un homme ordinaire, évite de révéler quoi que ce soit sur ses opinions en milieu social. Le vêtement, les éléments de langage, les produits consommés ou l'aménagement du domicile sont autant d'éléments qui provoquent un jugement. Le choix devient donc un acte identitaire qui engage sa communauté théorique.

Parfois, un vêtement est si marqué idéologiquement que le porter relève de la décision d'embrasser un archétype social. Or, le niveau d'hostilité que nous traversons invite les employeurs à s'entourer d'individus qui ne leurs sont pas problématiques.

En avril 2024, une intérimaire voilée se présente dans une boutique pour assurer un remplacement. Le responsable, soucieux de préserver l'image de l'enseigne, lui demande de retirer son voile. Face à son refus, il contacte l'agence d'intérim pour organiser un remplacement. Sentant la situation glisser,

Sarah sort son téléphone, filme l'échange, puis publie la vidéo sur les réseaux sociaux, déclenchant une vive polémique.

Étant amenée à travailler au contact de la clientèle, son apparence relevait selon le gérant de l'image de la marque. Or, la loi permet aux entreprises d'exiger une neutralité vestimentaire, à condition que cette règle figure dans le règlement intérieur, ce que le magasin affirme avoir prévu. Le responsable semble donc avoir agi dans les limites du droit.

Toutefois, la polémique a opposé deux factions claires sur les réseaux, et amené le gérant du magasin à recevoir de nombreuses injures et menaces de mort. Phénomène de rejet qui s'est vu opposé en miroir à l'Islam. Pendant la polémique, Sarah a publié une vidéo où elle s'explique¹⁶. Le passage suivant est digne de notre intérêt :

Je suis une nouvelle voilée, donc bien évidemment je n'ai pas modifié mon profil LinkedIn, ni mon cv, de peur que les recruteurs abandonnent toute poursuite avant de m'avoir vue.

Le but social des entreprises est de gagner de l'argent. Quoi qu'on en pense, l'habit religieux rebute certaines personnes. C'est pourquoi les entreprises jouissent de cette exception sur le droit de l'habit ; la neutralité est la règle afin de ne s'aliéner aucune clientèle, et de contrôler son image. Toutefois, dans la perception de Sarah, une forme de persécution se dessine, assez crédible pour que la réouverture du magasin nécessite la présence de la police.

Le choix du vêtement étant devenu identitaire de manière exacerbée, toucher au vêtement revient à toucher une culture, un groupe. Autour de tels sujets, une paranoïa identitaire s'installe, nourrie par l'idée persistante d'un *eux* contre *nous*. Ce réflexe

¹⁶ La vidéo consultée n'est plus disponible en ligne.

d'opposition du *eux* contre *nous* pénètre dans toutes les échelles de la vie sociale.

Il y a quelques années, j'ai traversé Aix avec ma compagne. Sur un arrêt de bus, une affiche : le visage d'une femme, brisé comme du verre. En dessous : « *Contre les violences, la loi avance* », puis « *Violences contre les femmes, la loi vous protège* ». J'ai dit tout haut que la campagne avait raté une occasion. Elle m'a regardé sans comprendre. J'ai expliqué que l'on n'y dénonçait pas un acte, mais que l'on y désignait une victime. Le message aurait pu s'adresser à toutes les victimes de violences. Certes, entre 2011 et 2018, 72 % des victimes de violences conjugales étaient des femmes. Mais pourquoi évacuer les 28 % restants ?

Elle m'a répondu que mon raisonnement nuisait à la cause des femmes. Je pointais un oubli, elle y a vu une trahison. Ce réflexe est partout, jusqu'à la position de la lunette des toilettes. Toute remise en question d'une approche identitaire est perçue comme une attaque. Et cette logique d'appartenance finit par contaminer même l'intime. Quand la politique entre dans les foyers, c'est qu'il n'y a plus de répit.

C'est un sujet dans la vie de chaque individu, dont les sources d'information l'abreuvent d'exemples ou d'éléments de langage qui vont dans son sens, le confortent, ou le mettent sur la défensive. C'est pourquoi la politique est si souvent bannie des discussions familiales, surtout lors des grandes réunions. Tout débat s'y transforme en joute où s'échangent les phrases toutes faites, les arguments préconçus et les sophismes¹⁷ pour défendre la supériorité morale de sa tribu, de son identité sur celle de l'adversaire.

¹⁷ Argument d'apparence valable, construit sur une logique fallacieuse dans le but d'avoir le dessus dans un débat.

Les individus ordinaires, peu politisés, simplement désireux de vivre en paix, sont les otages silencieux que les radicaux s'arrachent dans leur guerre totale. Isolés de tout groupe, ils se sentent vulnérables, sans repères stables. Redoutant la pression ou la persécution, ils endossent les codes de leur environnement comme on enfle un costume. Les mots, les gestes, les silences deviennent des parades. Mais à force de se fondre dans le décor, ils perdent peu à peu la conscience de leur propre *être*. Qui sont-ils, ceux qui passent leur vie dans un rôle ? S'en souviennent-ils encore ? L'ont-ils jamais su ? Et, à chaque crise, c'est un peu plus de leur lien au monde qu'ils abandonnent, fuyant ce Léviathan tentaculaire qui semble vouloir les dévorer.

Or, l'urgence ressentie par les citoyens les conduit à se réunir derrière un chef, un *Imperator*¹⁸ supposé sauver le pays, selon sa propre définition de ce qu'est le pays. Un individu qui ne fait pas de compromis avec le mortel adversaire ou l'ennemi intérieur, un individu qui passe pour authentique et soutiendra les communautés méritantes.

Dans l'urgence, les citoyens inquiets renoncent à leurs volontés et votent pour ce champion qu'ils pensent en mesure d'éloigner la menace immédiate. Celle, au choix, du fascisme, du communisme, de l'islamisme, ou de l'effondrement économique voire environnemental.

Un champion qui ne peut qu'être proposé, que forgé, par un parti politique.

Il n'existe à ce jour aucune solution institutionnelle pour cela. Il nous faut donc changer les institutions, et penser un cadre

¹⁸ *Imperator* était le titre donné par les Romains aux hommes qui détenaient l'*Imperium*, le pouvoir de commandement. Après Auguste, le titre est devenu celui que nous connaissons comme Empereur. Pour détenir le pouvoir, les Empereurs devaient être proclamés par le peuple, le sénat et l'armée. Dans les faits, les proclamations contraires des différentes légions ont amené de nombreuses guerres civiles dans la vie de l'Empire, et contribué à son affaiblissement.

politique affranchi des logiques qui aliènent, et divisent profondément.

III) Les solutions

Introduction aux principes qui fondent les solutions

*La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité,
mais la protection de la minorité.*

Albert Camus, 1962.

Avant d'énoncer les solutions, il faut établir les principes qui les légitiment. Sans cela, nous ne changerions que les visages et les titres, laissant intact le pouvoir qu'ils incarnent.

Nous avons atteint un équilibre politique entre trois grandes forces qui s'annulent, et ne permettent pas d'entrevoir un exercice efficace du pouvoir. Ainsi, le président supposé être au-dessus des partis apparaît comme ce qu'il a toujours été, leur rejeton.

Pour échapper à ce blocage, les abstentionnistes se révèlent d'intérêt, et des personnalités comme Raphaël Glucksmann pointent du doigt ce qu'ils désignent comme l'origine de tous nos maux : l'individualisme. Il y voit un poison pour la démocratie ; j'y vois sa condition première.

Ce choix de cible n'est pas anodin. Les partis haïssent l'individualisme, car il sape le fondement même de leur autorité, la fusion de l'individu dans le groupe. Ce terme est pourtant lourdement connoté, souvent confondu avec l'égoïsme dans les discours courants. Ce glissement de sens trahit une conception du bien public selon laquelle quiconque s'extrait de la logique tribale est nécessairement suspect. L'individu devient alors fautif de ne pas servir une prétendue communauté à laquelle il appartiendrait par naissance, par genre, par classe ou par culture. Cette vision implique que chacun soit assigné à un clan, et qu'il doit s'y soumettre ou la trahir.

Plus qu'un clivage politique, cette logique identitaire met tout le monde sur la défensive, jusqu'à contaminer l'intime. Elle oppose par réflexe, soupçonne les désaccords, et nourrit la discorde jusque dans les foyers.

En réalité, la critique de l'individualisme repose sur un postulat implicite : qui n'est pas avec moi est contre *nous*. Et dans cette logique, il n'y a plus de compromis possible, seulement l'affrontement.

L'individualisme ne consiste pas à soumettre la société à l'individu. Il consiste à juger chacun selon ses actes, dont il est, en dernière instance, le seul maître, et à se soucier de l'intérêt de tous, un à un.

Les déterministes affirment que l'homme n'est que le produit de sa condition sociale ou de son héritage biologique. Mais cette idée nie l'humanité elle-même. Elle dépouille chacun de sa volonté, et condamne les sociétés à l'injustice perpétuelle.

Car si nos choix ne sont pas les nôtres, alors nous ne sommes ni libres, ni responsables. Or, sans liberté, il n'y a ni mérite, ni faute, ni bonté, ni mal. Il n'y a que des rouages dans une mécanique obscure où règnent les inconscients. Et s'il en est ainsi, alors l'authenticité est une illusion, la justice une chimère, et la démocratie, une farce.

La prolifération de cette réflexion justifie toutes les subversions de la loi, et la persécution de tous les profils politiquement minoritaires. Si nous voulons une société unie, il faut renverser ce paradigme.

Certes, nous ne choisissons pas nos opinions. Elles sont le fruit d'interprétations successives, issues de ce que j'appelle la narration ; un enchaînement d'expériences, de ressentis, et de compréhensions singulières.

Mais chaque narration en est unique, et c'est pourquoi chaque citoyen est, en soi, une minorité. Cet aspect fondamental fait de l'individualisme non un égoïsme, mais un humanisme. Car reconnaître en chacun une singularité, c'est justifier à chacun le droit à la considération. Voilà pourquoi les partis haïssent l'individualisme.

Beaucoup de militants croient qu'en exerçant une pression sociale organisée par l'État, ils peuvent transformer les individus et créer de l'unité. La réalité est plus complexe.

Rome n'a pas étouffé la montée du christianisme par ses persécutions. Soixante-huit ans de régime soviétique n'ont pas fait disparaître les croyants ni les libéraux. Et malgré tous les dispositifs de contrôle idéologique, certains continuent d'admirer les fascistes. On peut contraindre les comportements en public, jamais les convictions profondes.

La persécution politique est même contre-productive, puisqu'elle radicalise. Car celui que l'on traque pour ce qu'il est, ou ce qu'il pense, finit par s'y identifier pleinement. Ce qui justifie sa persécution devient son être. Abandonner reviendrait donc à trahir sa propre dignité. Les cases sociales des partis ne produisent pas une société juste, mais un théâtre d'hypocrisie, de peur et d'humiliation. Un monde qui brise ceux qu'il ne sait où ranger, puis s'étonne de leur révolte.

Les partis, en cloisonnant l'imaginaire, mènent une guerre contre l'individualité. Ils rêvent d'une société homogène, mais ne fabriquent qu'un simulacre d'ordre, contraire à la nature humaine. Leurs échecs, économiques, sociaux et moraux, le prouvent.

Ils ont besoin du déterminisme pour subsister. Notre époque est le point d'équilibre entre trois grands déterminismes, qui s'affrontent par tous les moyens. Quel que soit le vainqueur, la démocratie perdra.

Même en philosophie, et plus encore en politique, il existe des modes. Pour gravir les échelons de la société, chacun apprend à afficher une conformité parfaite à l'idéologie dominante, à poser les gestes attendus, à répéter les mots convenus.

Le mensonge et la partialité sont devenus les sésames de la réussite. Ce n'est pas un hasard, mais la conséquence directe de notre organisation politique. Puisque c'est elle qui nous dévoie, c'est elle qu'il faut repenser. Il nous faut construire un système qui élève la vérité et la justice au sommet des pratiques politiques.

1) Libérer le Parlement

Mes chers compatriotes, je serai le président de tous les Français.

Jacques Chirac, 7 mai 1995.

Je ne cèderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes.

Emmanuel Macron, 8 septembre 2017.

La démocratie représentative repose sur l'idée qu'un gouvernement ne peut imposer ses volontés sans le consentement de sa population. Sinon, il risque la tyrannie, la révolte, l'instabilité, l'effondrement.

Dans la mesure où il n'est pas possible de consulter tous les citoyens sur tous les sujets en permanence, les penseurs de l'État ont avancé qu'une société de droit devait être une société qui peut donner ou refuser son consentement à travers la parole et le vote d'un représentant élu.

Ainsi, l'élu fait le lien entre le gouvernement et la population dont il sert les intérêts. La violence est donc injustifiable, puisqu'il existe une puissante instance légale de discussion et de compromis, appelée Parlement. Cependant, la démocratie représentative contient, dans sa définition même, un paradoxe.

Les citoyens élisent des représentants, mais ce faisant, ils empêchent ces derniers d'être représentatifs. Le quotidien d'un élu et son mode de vie étant si radicalement différents de ceux d'un simple citoyen, la rupture sociale est inévitable.

Cependant, un élu n'a pas à nous ressembler, mais à défendre notre intérêt. Toutefois, ce dernier est mouvant, subjectif,

et son interprétation varie. Dès lors, nous n'attendons pas seulement un délégué, mais quelqu'un qui partage notre lecture du monde. C'est pourquoi nous espérons déléguer notre pouvoir à quelqu'un qui nous ressemble assez pour continuer d'incarner nos opinions.

L'élu tire alors certes son autorité de sa compétence, mais aussi de sa capacité à incarner nos valeurs. Sans l'une ou l'autre, sa légitimité s'effondre. Alors, il est taxé de trahison vis-à-vis de ses électeurs, et il n'existe plus aucun moyen pacifique pour faire entendre les malcontents. La violence devient alors le seul ressort pour se faire comprendre par l'État.

Nous avons vu ce qu'il faut pour se hisser dans notre espace politique. De l'argent, des appuis puissants, et la capacité d'obéir sans ciller à plus influent que soi, quitte à trahir ses convictions. Dans ces conditions, les élus ne peuvent structurellement pas être représentatifs, et remplir réellement leur fonction.

Nous pouvons par ailleurs raisonnablement douter que les citoyens de la 11^e circonscription de la Seine Saint-Denis, ayant voté RN, se sentent représentés par Clémentine Autain¹⁹, député LFI depuis 2017, successeuse d'autres élus de gauche depuis 1988.

C'est pourquoi la légitimité des politiques est continuellement contestée. De plus en plus de citoyens ne consentent plus à l'autorité qu'on leur impose. Et ceux qui ne se reconnaissent dans aucune voix finissent par rejeter la République dans son ensemble. Ce, en l'ignorant, en votant pour les extrêmes, en méprisant la loi, ou parfois même, en appelant la violence.

La sensation de ne pas pouvoir avoir de représentant nuit fatalement à la légitimité des élus, à l'autorité de la loi, et au

¹⁹ « Il faut empêcher que les descendants de Pétain puissent ruiner ce qui est l'apport de la Révolution Française, du Front Populaire, du Conseil national de la Résistance. », déclare-t-elle en juin 2024 sur radiofrance, en campagne électorale.

concept même de représentant. Le mouvement des gilets jaunes en a été une manifestation. Celui-ci a refusé d'adopter une représentation et de s'associer à un parti, puis a proposé un système démocratique qui supplanterait les institutions, le référendum d'initiative citoyenne. Une démarche de dictature populaire, dangereusement proche d'une tyrannie de la majorité. Comment la constitution des Français pourrait-elle s'opposer à leur volonté ? Seules méthodes d'action : manifestations massives, désordre, et parfois, violence.

En l'état, la V^e République n'a pas de solution à offrir, si ce n'est la répression. Certes, l'idée d'un vote à la proportionnelle pour les élections législatives est discutée. Mais c'est surtout parce que son effet est discutable. Une élection à la proportionnelle permettrait théoriquement aux Français de voter pour des listes de différents partis, et de constituer une Assemblée diverse, de premier tour, qui ne repose pas sur la compromission des électeurs. Cependant, nos habitudes démocratiques nous pousseront à voter pour les partis les plus présents dans notre paysage médiatique et culturel.

Alors, le poids du parti pèserait encore davantage, et les candidatures libres seraient d'une certaine manière abolies. La proportionnelle ne constitue pas une solution satisfaisante. Elle renforcerait mécaniquement le poids des partis, rendrait quasi automatique l'élection de leurs dirigeants, et figerait les clivages idéologiques, au point de rendre la formation d'un gouvernement stable extrêmement difficile.

La première étape pour redresser notre société, c'est d'instaurer un modèle de démocratie représentative capable d'offrir aux mécontents un véritable écho. Un écho qui puisse avoir un effet politique concret, sans justifier la violence, et qui permette de gouverner sans craindre en permanence pour son image. Car si l'État accepte que la violence devienne un mode d'expression politique, il en garantit la généralisation.

Mais un simple affaiblissement du représentant, ou sa mise en minorité systématique, ne suffira pas à désamorcer les tensions. Tant que notre système dépend d'une majorité partisane pour gouverner, les perdants n'auront aucune raison de reconnaître leur autorité. Il faut donc dépasser ce schéma, hérité des partis, pour imaginer une nouvelle forme de pouvoir ; plus perméable aux idées, moins figée dans les blocs, et apte à représenter sans diviser.

Toute l'organisation des partis repose sur leur capacité à discipliner leurs élus, à les convaincre ou, plus généralement, à les contraindre à rester obéissants. Pour briser leur suprématie, il suffit de faire disparaître les moyens de contrôles interpersonnels. Si le vote de chaque député était tenu secret, parfaitement secret, aucun parti ne pourrait avoir la certitude que ses élus obéissent. Dès lors, les députés voteraient en conscience, et pas par obéissance. Tout vote impliquerait alors débat, incertitude, et surtout, des pratiques autoritaires telles que le 49.3 seraient simplement impossibles. Une incertitude qui pousserait les malcontents à s'exprimer d'abord politiquement, pour prendre l'ascendant moral dans les débats.

Par ailleurs, toutes les puissances de l'argent ne pourraient plus s'assurer d'un retour sur investissement. Sans garantie que des élus obéissent, les corrupteurs n'essaieront pas. Personne ne paie un service sans la garantie d'en jouir, surtout pas s'il est cher. De plus, la quantité de députés à l'Assemblée impliquerait de corrompre un très grand nombre d'élus pour avoir un quelconque effet, incertain à nouveau, bref, trop hasardeux pour y risquer ses deniers.

Certes, il n'est pas possible de détruire totalement les partis, puisqu'il n'est pas possible d'empêcher les individus de se réunir et de s'associer. Mais l'État pourrait ne pas leur reconnaître de rôle, et refuser la mention de leurs noms dans les campagnes électorales. Dans ce cadre, le vote secret permettrait de maintenir une tension et d'affranchir le Parlement.

Certes, l'organisation que je propose rend difficile une élection fondée sur un programme fixe. Mais cet obstacle est relatif. Dans les faits, les programmes électoraux peinent déjà à structurer l'action politique. L'incertitude des événements, les contraintes internationales et les compromis internes rendent leur exécution souvent partielle, voire illusoire. Ils servent davantage d'outils de communication que de véritables feuilles de route. De plus, la présentation publique de programmes indique la stratégie que va adopter la France dans les années à venir, permettant à ses adversaires de prévenir les dangers ou de saboter la stratégie de la Nation. En outre, il est devenu rare que les programmes soient lus, les candidatures étant essentialisées par les étiquettes. Puis, l'administration demeurerait toujours, seule la tête, soit la direction, pourrait changer. Or, une Assemblée comme je la décris serait toujours conseillée par l'administration.

En termes de fonctionnement, c'est au sein de l'Assemblée que serait élu un président et constitué un gouvernement. C'est au sommet, sans enjeux électoraux, sans petits cadeaux entre amis ou paroles en l'air, que se construiraient les programmes d'avenir.

Le secret est l'outil le plus efficace pour libérer des influences extérieures, aussi doit-il être étendu aux débats parlementaires. Chaque parole étant secrète, les députés pourraient tous s'exprimer librement, sans controverse, ou choisir le silence, sans enjeux électoraux.

Le secret qui entourerait alors les députés donnerait cognitivement l'impression qu'ils sont tous unis, et de fait, ils seraient tous liés au destin de l'Assemblée. Dans la mesure où les citoyens ne sauraient pas vraiment qui est responsable de leur insatisfaction, il est très probable que toute l'assemblée soit renouvelée à l'élection suivante.

Il est souhaitable dans cette configuration que les citoyens puissent voter pour qui ils souhaitent dans leur

circonscription, selon une base de données analogue à celle des cartes d'identité. Si les citoyens sont exaspérés par un parti, ils pourraient voter pour un individu libre de toute affiliation, à leur convenance. Alors, la suprématie des partis serait définitivement abolie à l'échelle nationale. Naturellement, une multitude de partis locaux émergeraient, mais les citoyens demeureraient toujours libres de renverser totalement un parti, sans heurts, sans violence politique.

L'assemblée hétéroclite ainsi choisie réunirait un spectre d'opinions, d'origines ethniques, de genre et de sexe différents, réunis pour gouverner le pays quelques années dans le compromis et le secret.

Une telle assemblée serait représentative de la société française, plus que ne le seront jamais de creuses listes électorales. En étant l'assemblée de tous, elle ne serait l'assemblée de personne, et en étant l'assemblée de personne, elle serait l'assemblée de tous.

Libre de toute corruption, de tout chantage, de tout péril carriériste et constituée par la demande plutôt que par l'offre, l'Assemblée jouirait d'une légitimité capable de rallier l'ensemble des citoyens.

Certains craindront qu'une Assemblée libérée des partis devienne un espace désorganisé, sans lignes claires, sans cohérence d'action. Mais cette crainte est infondée. Dès lors que les élus sont réunis, discutent, confrontent leurs idées, il est naturel que des pôles émergent. Non pas des partis rigides, mais des courants d'analyse, des sensibilités de solution. Le champ politique, quoi qu'on fasse, est toujours structuré par quelques grandes lignes de tension : solidarité ou responsabilité, ordre ou liberté, centralisation ou localisme. Ainsi, des regroupements spontanés, des collaborations ponctuelles, des leaders de fait émergeront naturellement, non par étiquette mais par pertinence.

Toutefois, une absence de contrôle constitutionnel pourrait ouvrir la porte à la tyrannie de plusieurs, plutôt qu'à la tyrannie d'un seul. Il est donc nécessaire d'assurer un contrôle constitutionnel fort, qui soit lui-même incorruptible.

Pour ce faire, il suffirait de former un conseil constitutionnel composé de juristes constitutionnels, tirés au sort par des députés qui ne sont pas au gouvernement, et renouvelés régulièrement. Les membres de ce conseil devraient ne pas voir leurs noms exposés au public afin de conserver leur intégrité, toutefois, toutes leurs décisions et débats devraient être rendus publics. Si la controverse quant aux délibérations se faisait trop intense, la majorité de ce conseil constitutionnel pourrait réclamer un référendum constitutionnel, pour trancher le débat et légitimer la décision.

Si malgré cela, une loi inscrite venait à être anticonstitutionnelle, une minorité de citoyens pourrait justifier l'organisation d'un audit, via une collecte de signatures contre ladite loi. Les personnes à l'initiative de la demande seraient alors réunies avec des juristes tirés au sort selon la même modalité que le conseil constitutionnel. Cet audit serait assuré par six personnes, trois juristes, trois pétitionnaires. Si aucune décision n'est prise, l'assemblée ainsi formée pourrait décider de soumettre la décision au référendum.

De la sorte, la République conserverait une nature profondément démocratique dans l'ensemble de son fonctionnement. Le nouveau régime encouragerait la participation politique sans provoquer de divisions calculées, et inciterait les citoyens à se faire les garants de la constitution.

2) Faire société

Chacun doit décider seul de ce qui est bien et de ce qui est mal, de ce qui est patriotique et de ce qui ne l'est pas. [...] Prendre une décision contraire à ses convictions, c'est être un traître absolu et inexcusable, à la fois envers soi-même et envers son pays ; que les hommes vous étiquettent comme ils le veulent. Si vous seul, parmi toute la nation, décidez d'une voie, et que cette voie est la bonne selon vos convictions, vous aurez fait votre devoir envers vous-même et envers votre pays. Relevez la tête. Vous n'avez pas à avoir honte.

Mark Twain, 1898.

Les controverses nationales ne disparaîtront pas. Les médias resteront, et ils continueront de choisir à qui donner la parole. Mais à mesure que l'échelle locale gagnera en importance, de nouveaux médias émergeront, plus proches, plus divers, plus ancrés dans le concret.

La proximité rendra les débats entre candidats à la députation plus vivants, plus concrets, et donc plus suivis. Surtout, si l'Assemblée devient indépendante de tout groupe de pression, nul ne pourra la faire plier sans argument. Il faudra convaincre, non imposer. Les débats cesseraient alors d'être des affrontements d'étiquettes pour devenir des oppositions de projets. Des confrontations d'idées claires, précises, continues, même en dehors des périodes électorales.

Internet, les réseaux sociaux et les librairies regorgent déjà d'œuvres, d'essais, de tribunes et de débats qui exposent des idées ou mettent en lumière des problèmes. La nouvelle république leur offrirait enfin un but concret, celui de convaincre l'Assemblée, ou la défier en mobilisant le public.

Il est possible que certaines idées conformistes perdurent et que l'anxiété reste un modèle économique. Mais dans un

système où l'Assemblée peut être réellement convaincue, la respectabilité du propos devient un enjeu central. Sans identité partisane des destinataires, sans logique de camp, tout orateur ou idéologue serait contraint d'élever son discours, de le rendre intelligible à tous. Et même si des groupes politiques se formaient, l'indépendance des élus, garantie par le secret de leurs votes, leur interdirait toute suprématie.

La nécessité politique du dialogue et du compromis ramènerait le débat vers l'universel plutôt que le particulier. Cela ne ferait pas disparaître la pensée archétypale, mais la nuance et l'inclusion dans le débat public ne peut qu'affranchir des étiquettes rigides. Ainsi, les candidats feraient les étiquettes, pas l'inverse. Tout théoricien ou idéologue sérieux n'aurait qu'à diffuser ses idées et candidater, sans avoir nécessairement à se compromettre avec un parti. Alors, la France pourrait s'adapter à son temps, sans les lourdeurs parasitiques de partis attachés à leurs privilèges.

Dans cette optique, le meilleur moyen d'être élu serait de se faire connaître pour sa personnalité, ou la qualité de son service. En d'autres termes, il règnerait une ambiance de campagne politique permanente, où les aspirants députés devraient se montrer utiles pour sortir de la masse.

Certes, les puissances étrangères continueraient d'influencer l'opinion à travers leurs relais médiatiques. Mais ces derniers ne trouvent une oreille attentive que là où règne la défiance envers une organisation sociale perçue comme injuste. Si la confiance revenait, si les citoyens étaient convaincus que leur gouvernement agit dans l'intérêt général, même lorsqu'ils ne sont pas satisfaits, ils seraient davantage enclins à soutenir des personnalités porteuses de solutions crédibles, plutôt qu'à se réfugier dans des votes de contestation. Par ailleurs, aucune puissance étrangère ne pourrait garantir la loyauté de candidats indépendants, dans un système où rien ne permet de s'assurer de leur obéissance une fois élus.

Cependant, la mise en place d'un tel ordre social demande une organisation précise et fiable. La possibilité offerte aux citoyens de voter pour qui ils entendent, même hors candidats, fait courir le risque d'une explosion des voix. Il est donc nécessaire d'organiser un premier tour d'éligibilité, où tous les candidats réunissant 2% des suffrages exprimés seraient inscrits à l'élection. Si plus de 50% des électeurs inscrits ne se présentaient pas aux urnes ou votaient blanc²⁰ à ladite élection, celle-ci serait considérée invalide. Les candidats deviendraient donc inéligibles à cette élection, et un nouveau tour d'éligibilité serait organisé. La tenue des bureaux de votes se ferait comme actuellement, et ainsi, notre système démocratique arracherait son indépendance.

Surtout, la liberté de choisir, offerte aux citoyens, leur permettrait de redéfinir ce que signifie être le meilleur. Aujourd'hui, le carriérisme en politique a pris une telle ampleur que seul le discours économique semble faire autorité. Je ne nie pas l'importance de l'économie ; les crises économiques déstabilisent toujours les États. Mais c'est un État fonctionnel qui rend possible une économie saine, non l'inverse.

Il ne peut y avoir de prospérité durable sans unité nationale, et cette unité ne naît que de la vérité et de la justice. L'économie n'est pas une science exacte, puisque sa variable centrale est le comportement humain, guidé par des réalités souvent étrangères aux calculs économiques. Le lien social est un organisme vivant, et toute approche mécanique de sa gestion est vouée à l'échec. Aucune relance ne peut donc réussir dans une société dépressive, aussi ingénieux soient les artifices employés.

Dans leur obsession pour la croissance, les partis politiques se parent de sérieux. Des experts en costumes sombres récitent des théorèmes pour légitimer des décisions qui ne

²⁰ Les votes blancs et les abstentions sont ici à additionner pour juger des 50%. Les deux données sont complémentaires, elles ne doivent pas être séparées.

convainquent plus. Mais ils oublient que ce qui fonde la vitalité économique, c'est la confiance, entre citoyens, producteurs, fournisseurs, consommateurs. Si cette confiance s'effondre, minée par la méfiance généralisée et l'arbitraire perçu de l'État, alors plus rien ne fonctionne, sinon à très petite échelle.

C'est pourquoi l'enjeu du temps n'est pas seulement économique, mais politique et moral. En retirant à l'application des lois leur enjeu électoral, l'État peut regagner en autorité, et réconcilier les citoyens avec l'idée même de gouvernement. Car c'est bien le sentiment de justice, non la prétendue nécessité, qui produit l'unité. Ce que je propose donc, c'est de redonner aux citoyens le pouvoir de désigner ceux qu'ils jugent les plus justes et les plus compétents, pour les envoyer défendre leurs idées parmi les meilleurs du pays.

L'effondrement du monopole de l'offre politique, c'est le retour à l'idéal révolutionnaire. Celui d'une démocratie affranchie de toute domination partisane, où le pouvoir n'est plus l'apanage d'une élite ou d'un appareil. C'est la première condition pour traiter sérieusement les défis de notre temps. Dans le régime du secrétisme, même un citoyen battu dans sa circonscription pourrait voir ses idées résonner à l'Assemblée, reprises par d'autres voix, portées par leur justesse. La pertinence primerait sur l'étiquette. Ainsi, plus de verrouillage idéologique, plus de ligne de fracture entre gouvernants et gouvernés. Plus d'exclusion, ni d'impuissance. Seulement une politique fluide, vivante, perméable à la société réelle.

Ces conditions d'accès à un pouvoir libre de toute suspicion videraient de leur sens les violences politiques, du moins celles qui frappent les corps. Elles rendraient obsolètes les affrontements stériles, car chacun saurait qu'il existe une voie, légitime et ouverte, pour se faire entendre. Ce serait un nouveau contrat social, fondé sur la transparence et la confiance, dans lequel le dernier mot reviendrait aux citoyens. Non plus en tant que foule agitée, mais en tant que peuple souverain.

Toutefois, une telle organisation ne peut être mise en place par notre *establishment*²¹. Trop ancré, rigide, divisé et indigne de confiance, toute tentative serait suspecte, et n'amènerait que difficilement le renouveau dont nous avons besoin. Il est donc nécessaire d'adopter une approche qui, d'ores et déjà, se passe des partis politiques traditionnels.

²¹ Groupe social qui domine la société actuelle sur le plan politique.

3) Changer individuellement pour changer le régime

Or, le plus grand châtement pour l'homme de bien, s'il refuse de gouverner les autres, c'est d'être gouverné par un plus méchant que soi : c'est cette crainte qui oblige les honnêtes gens à entrer dans les affaires, non pour leur intérêt, pour leur plaisir, mais parce qu'ils y sont forcés, et parce qu'ils ne voient personne qui soit autant ou plus digne de gouverner qu'eux-mêmes.

Platon, IV^e siècle av. J.-C.

Personne ne souhaite être gouverné par un parti. Ce que chacun espère, c'est vivre en paix. Pourtant, c'est en déléguant le pouvoir aux partis que nous prétendons résoudre nos conflits. Si certains adhèrent encore à leurs récits, c'est moins par conviction que par lassitude : les partis imposent leurs narrations à force de répétitions, et la majorité des citoyens, accaparée par la vie quotidienne, n'a ni le temps ni les moyens de leur opposer une autre vision.

L'offre politique étant verrouillée, beaucoup finissent par soutenir un parti dominant, simplement pour faire entendre leur colère. Ils deviennent alors captifs de récits extérieurs, faute d'alternative crédible. Mais, en vérité, rares sont ceux qui y croient vraiment. La plupart votent par résignation. Tous sentent confusément qu'on les mène en bateau. Et pendant ce temps, la France décline, lentement, visiblement, douloureusement.

Mais il reste des gens ordinaires. Ceux que les récits partisans n'ont pas captés, ou qui ont fui la politique pour préserver leur tranquillité intérieure. Ce retrait n'est pas un désengagement. C'est un choix conscient de ne pas laisser des causes extérieures contaminer leur narration intime. Dans un monde saturé d'informations anxiogènes, où les entreprises médiatiques cultivent l'addiction pour vendre de la peur, l'évitement devient

un réflexe de survie. En refusant cette exposition, ces citoyens gardent l'esprit clair, apprennent à se satisfaire de l'essentiel, et échappent à l'emphase permanente sur ce qui va mal. Leur mode de vie, ignoré des élites, n'est pas une désertion de l'espace politique, mais une manière plus saine de l'habiter.

Ces hommes et ces femmes ordinaires ne sont pas englués dans des narrations qui ne leur appartiennent pas. Leur distance les rend exigeants. Ils demandent à être convaincus, pas enrôlés. Ils ne cèdent pas facilement à l'emphase, mais se laissent toucher par le vrai, le juste, l'évident. Ce sont, en somme, des juges équitables qui, à ce titre, sont naturellement faits pour gouverner.

L'homme ordinaire n'est pas une figure figée. C'est une condition que chacun peut atteindre. Celle de celui qui choisit la paix intérieure, rejette les récits imposés, et agit selon ce qui lui semble être la vérité et la justice. Il ne naît pas, il se façonne dans l'écoute de son être, et le rejet des injonctions extérieures. Mais aujourd'hui, la politique est dominée par la panique, l'improvisation, et le cynisme des intérêts particuliers. On les retrouve donc plutôt du côté de l'abstention. Aucun problème collectif ne peut être résolu dans ce climat. Cette évidence, longtemps pressentie, devient chaque jour plus tangible.

Il ne faut donc plus attendre que les partis s'adaptent. Ils ne le feront pas. Il faut que les ordinaires entrent en politique, pour présenter une autre manière de gouverner. Cette voie, c'est celle du secrétisme, un régime où le vote des représentants est totalement secret, pour garantir leur indépendance, restaurer la sincérité du débat, et rendre enfin la souveraineté aux citoyens.

Porter cette réforme des institutions est neutre dans notre espace politique. Ce n'est ni d'une gauche classique, ni d'une droite conventionnelle. La majorité des citoyens espère un changement pour lequel nous pourrions coopérer ; militer pour démocratiser davantage la France est une cause pour laquelle

quiconque peut s'impliquer, sans s'exposer à une persécution politique.

Changer la France peut sembler vertigineux, et la tâche ne sera pas facile. Mais c'est là le seul objectif qui serve véritablement l'intérêt général, et pour lequel les citoyens peuvent s'engager sans s'aliéner deux tiers du pays. Pour cela, il nous faut créer un mouvement radicalement différent de tous les autres, à commencer par son but. Tous les partis existants visent la conquête du pouvoir, puis sa conservation. L'Union pour l'Homme ordinaire, elle, poursuit un seul objectif, celui de transformer la République pour instaurer le secrétisme, avant de se dissoudre. Son existence n'a de sens que dans sa disparition. En cela, elle n'est pas un parti comme les autres, puisqu'elle ne se prend pas pour une fin en soi.

Certes, il y a quelque paradoxe à vouloir former un parti à partir du rejet même de ce genre d'entité. Mais une révolution armée n'est pas souhaitable. L'enjeu de notre époque est de retrouver le consentement des populations à être gouvernées. Un coup d'État ou un soulèvement armé plongerait le pays dans une guerre civile, et rendrait prisonnier tous les Français d'un conflit qui les opposerait, alors que nous cherchons l'unité consentie. Or, contrairement à ce que l'intuition peut supposer, la politique n'est pas mécanique. C'est une matière organique. La seule apparition d'un anti-parti dans cette V^e République épuisée suffira à en bouleverser les règles. Le paradoxe est apparent, car ce parti n'est qu'un outil de transition. Mais il se dissoudra avec la victoire de ses principes. Et plus nous prendrons d'ampleur, plus la V^e s'effacera devant nous.

Surtout, l'Union propose une culture politique radicalement différente, et une philosophie humaniste et fraternelle. Même si l'Union ne fait que balbutier à son lancement, les principes qu'elle propose auront un écho dans l'espace culturel. Les discours publics, les tracts, les affiches, ne serait-ce que le nom du mouvement, favoriseront notre avancée dans les imaginaires,

une circonscription législative à la fois. Nous pourrions nous faire remarquer, être mémorables sans éveiller la peur, mais en éveillant la réflexion. La demande pour des réformes d'ampleur contre la corruption et pour l'unité nationale est déjà là, nous n'avons qu'à devenir l'offre.

Pour arracher des réformes, il est essentiel que chacun, dans sa circonscription, fasse connaître l'Union, et sa feuille de route. D'abord, nous exigeons un quorum de 50% à toutes les élections. Si 50% des inscrits ne se sont pas exprimés, l'élection doit être invalidée. Ensuite, la reconnaissance du vote blanc. Si le vote blanc, auquel s'ajoute l'abstention, est majoritaire, l'élection doit être invalidée, et les candidats rejetés pour cette élection. Ces éléments acquis, nous pourrions ensuite exiger le vote secret à l'Assemblée nationale, puis, *in fine*, la prochaine république.

Pour tout cela, s'investir dans sa circonscription, ou au moins dans son quartier, est primordial. Ce sont les hommes et les femmes ordinaire, par leur calme, leur résistance silencieuse, et leur fidélité au vrai, qui rendront cette révolution possible. Les partis paraissent puissants, mais il est très simple de les affaiblir à petite échelle.

Quelques flyers, des mots, un bulletin d'infos, une critique publique, et les candidats piqués au vif se sentent contraints de répondre, donnant de la visibilité à celui qui les critique. Un citoyen engagé dans son territoire, qui écrit et s'exprime, peut ainsi rassembler une audience difficile à quantifier, et donc, impossible à ignorer. C'est là que naît sa puissance. Et en politique, la puissance est le premier levier pour contraindre. Nul besoin d'être à visage découvert ; ce qui importe, c'est que nos principes se répandent, qu'ils affaiblissent les partis, jusqu'à ce qu'un candidat de l'Union puisse émerger favorablement.

L'avancée de nos principes dans la culture nous permettra de faire imaginer notre succès, de le rendre perceptible et

souhaitable. Peu à peu, l'idée d'un parti à notre image cessera de sembler impossible.

Il existe partout et à toute échelle plusieurs partis, parfois informels, qui s'affrontent pour le pouvoir. Nous ne sommes donc pas contraints de commencer de zéro. Les ordinaires peuvent s'allier ou s'intégrer à n'importe quelle structure qui leur permettra de se rendre reconnaissables. Nous devons utiliser les oppositions pour nous rendre utiles et visibles, pour diffuser nos idées, être écoutés, sans perdre de vue que notre intérêt premier, c'est l'Assemblée nationale.

Beaucoup cherchent un sens à leur vie, quelque chose qui justifierait les peines endurées dans ce monde inquiet. Mais le sens d'une vie ne se trouve pas, il se décide. Nous traversons une époque de doute, un monde qui change à toute allure, secoué par des menaces inédites et miné par un désespoir rampant. Alors, quel plus noble dessein que celui de faire relever la tête à ses proches, redonner courage à son peuple, et, par lui, offrir un peu d'espoir à l'humanité entière.

Chacun peut œuvrer depuis chez lui, et autour de lui, pour faire avancer nos idées, se faire connaître, et, le moment venu, faire campagne. Ce n'est pas un appel au sacrifice. Cet engagement n'est pas seulement un don aux autres, c'est aussi une réponse à soi-même. L'angoisse politique naît de la paralysie, celle que provoquent la peur, l'isolement, l'impression de n'être rien. Mais agir, même à petite échelle, met fin à cet état.

L'inaction fait grossir les monstres, l'action les dissipe. Tout citoyen qui choisira de prendre part à la transformation du pays pour la vérité et la justice découvrira ce que tant ignorent, que ceux qui vivent sont ceux qui luttent. Des rencontres, des combats, de la joie, des beautés inattendues les attendent. Et portés par cette fureur de vivre, ils découvriront qui ils sont.

Toutefois, ceux qui combattront l'angoisse par l'action ne doivent jamais perdre ce qui fait d'eux des hommes et des

femmes ordinaires. Il faut s'engager en politique sans s'y brûler. Être sérieux, sans jamais trop se prendre au sérieux. Proposer un autre régime, sans sombrer dans le prosélytisme. Comprendre ce qui motive ceux qui croient aux partis, sans s'épuiser à les contredire sans fin. Rester simple. Ne faire que ce qui est juste et utile : affaiblir l'influence des partis, offrir une alternative lisible, débattre seulement avec ceux qui savent encore écouter, ou devant ceux qui cherchent à comprendre. Et par-dessus tout, préserver sa narration intérieure, comme on protège une flamme. C'est elle qui nous définit.

C'est dans la constance et la sérénité que nous deviendrons une force tranquille, portée par la raison et l'humanisme. Alors, les Français pourront faire corps, et notre unité retrouvée deviendra un exemple. Peut-être, à notre tour, inspirerons-nous d'autres peuples à se relever, et à construire, avec nous, un avenir plus juste.

Conclusion

Notre tâche d'homme est de trouver les quelques formules qui apaiseront l'angoisse infinie des âmes libres. Nous avons à recoudre ce qui est déchiré, à rendre la justice imaginable dans un monde si évidemment injuste, le bonheur significatif pour des peuples empoisonnés par le malheur du siècle. Naturellement, c'est une tâche surhumaine. Mais on appelle surhumaines les tâches que les hommes mettent longtemps à accomplir, voilà tout.

Albert Camus, 1954.

Notre société s'est habituée à la corruption. Nous avons tous en tête un policier qui ferme les yeux contre quelques billets, mais le genre de corruption qui nous ronge est plus profond, parfois plus subtil. Son cœur, c'est la partialité. Lorsqu'un élu favorise un ami contre quelqu'un de plus compétent, il est partial. Lorsqu'il décide de négliger un type d'électeur défavorable, il est partial. Lorsqu'il favorise un partenaire dont il aura besoin après son mandat, il est partial. Seul compte l'intérêt propre, ou du parti, dont dépend le premier.

Il n'y a qu'un pas entre la partialité et l'arbitraire, plus petit encore lorsque la justice s'érode. Les Grecs et les Romains voyaient en l'arbitraire la menace la plus fatale à toute république. Car celui qui peut user du pouvoir arbitrairement, sans limites matérielles, a tout pour en user de manière tyrannique. Les Romains ont connu un tyran, Tarquin le Superbe²². Sa chute fit naître la République, et avec elle, une idée précise de ce qui permettrait à la Tyrannie de revenir. La corruption.

Quiconque tentait de gagner en influence, par l'argent en particulier, par des services entre amis, par des atteintes flagrantes à la probité, était accusé de vouloir acheter la royauté.

²² C'est-à-dire le fier, le prétentieux.

De vouloir se forger une couronne sur l'exploitation de failles qui ne pouvaient avoir que la morale pour solution.

Les maux que nous connaissons n'ont rien d'exceptionnels. Seuls nos défis ont un caractère nouveau. Ce qui nous fait peur aujourd'hui, c'est que nous ne croyons plus en ceux qui gouvernent. Le citoyen est devenu spectateur de son propre effacement. La République glisse, encore une fois, vers un pouvoir opaque, vertical, confisqué.

Dans tout le pays, des hommes et des femmes de tous âges, de tous milieux, rejettent les urnes, les slogans, les figures interchangeables des partis. Sans se connaître, ils boycottent les élections pour les mêmes raisons. Pas par indifférence, mais par lucidité. Ils refusent le mensonge, l'hypocrisie, l'arbitraire, la corruption et l'inefficacité. Ils ne sont pas organisés, mais ils partagent une même soif : celle de vérité et de justice.

Cette force existe déjà. Elle traverse les murs, les classes, les croyances. Elle n'attend qu'un cadre pour se structurer, un cap à suivre, un nom à porter. Car les révolutions ne naissent pas dans les partis. Elles naissent dans les consciences.

Nous pouvons construire une alternative. Une structure nouvelle, sans les tares anciennes. Une organisation dont le seul but serait de mettre fin à la domination des partis. L'Union pour l'Homme ordinaire sera un outil, non une fin. Un mouvement appelé à se dissoudre dès qu'il aurait établi un nouveau régime fondé sur le secrétisme : un système où les représentants votent à bulletin secret, à l'abri des pressions, pour garantir leur indépendance et restaurer la souveraineté populaire.

C'est une tâche digne, à la mesure de celles et ceux qui veulent simplement vivre libres et en paix. Elle ne demande pas de héros, elle exige des gens ordinaires. Ceux qui, sans bruit, portent en eux la volonté de vivre juste, de résister à la déraison, de préserver la vérité dans un monde saturé de bruit. Il existe en chaque être humain un noyau moral inaltérable, un socle

silencieux, découvert par résonance plutôt que par raisonnement. Ce noyau forge la narration intime, unique pour chacun, mais universelle dans sa forme. À l'opposé des récits politiques imposés, cette narration intérieure guide les actes et fonde le caractère. La démocratie véritable ne peut naître que d'un monde où cette narration est protégée, honorée et traduite en puissance politique. Toute oppression commence par le brouillage de cette voix-là. Toute libération commence par son affirmation.

J'ai la certitude que cette cause est d'une importance capitale, parce qu'elle est la seule à s'attaquer à ce qui nous divise. La politique n'a pas vocation à nous dévorer jusque dans l'abîme, elle doit nous servir. Arracher la suprématie politique aux partis, c'est le moyen de faire la paix entre nous. De retirer nos esprits du champ de bataille de la narration des autres, de discuter calmement entre nous, de vivre nos passions sans que la politique ne s'en mêle et ne l'empoisonne. De vivre nos vies, sans la crainte de préjugés graves, dans un pays qui cherche des solutions pour les citoyens, plutôt que pour ses électeurs.

C'est une cause au service de laquelle s'efface l'angoisse, et où ceux qui la servent découvriront la joie d'être source de justice. De vivre conscient de leur importance, et de sentir leur force dans la crainte de leurs adversaires.

Alors réchauffons les cœurs, dévoilons le vrai visage des partis, et préparons l'unité. L'angoisse s'effacera d'elle-même, car nous avons un but à atteindre, un pays à conquérir, et une justice à faire rayonner.

Parlez autour de vous. Écrivez. Faites-vous connaître. Ne vous sous-estimez pas. Essayez. La lumière surgit toujours des ténèbres.

Table des matières

Bonne nouvelle : <i>les abstentionnistes ont raison</i>	3
Introduction	7
I) L'aversion entre les partis	11
1) Les partis comme identités.....	11
2) Le problème du contrôle des élus	17
3) Le rôle des médias.....	25
II) Le sentiment d'impuissance citoyenne	31
1) Les conséquences de l'autorité politique des partis	31
2) Les répercussions des narrations sur l'individu	35
3) Solitude et radicalisation.....	41
III) Les solutions	47
Introduction aux principes qui fondent les solutions.....	47
1) Libérer le Parlement.....	51
2) Faire société	59
3) Changer individuellement pour changer le régime.	65
Conclusion.....	71

Derrière les masques et les étiquettes du débat politique, l'individualité s'efface silencieusement. Ce livre plonge au cœur de ce vertige : dans une France divisée, la voix absente des abstentionnistes devient le symptôme et la révélation d'un malaise bien plus profond.

« *Bonne nouvelle, les abstentionnistes ont raison* » ose questionner les fondements vacillants de notre démocratie et scrute ce brouillard citoyen, là où la République semble s'éloigner des vies réelles. L'auteur démonte les rouages des logiques partisans, tout en recherchant une lumière dans les consciences ordinaires.

Et si le sursaut collectif venait des gens qu'on ne voit pas ?

Entre désenchantement, lucidité et espoir, ce manifeste invite chacun à sortir de l'indifférence.

Rémy Chabaud, fondateur de Union pour l'homme ordinaire, écrit sur les silences et les espoirs de la démocratie contemporaine.